



n° 154 - Juillet 2012



## Évolution de l'emploi dans la zone d'emploi de Troyes

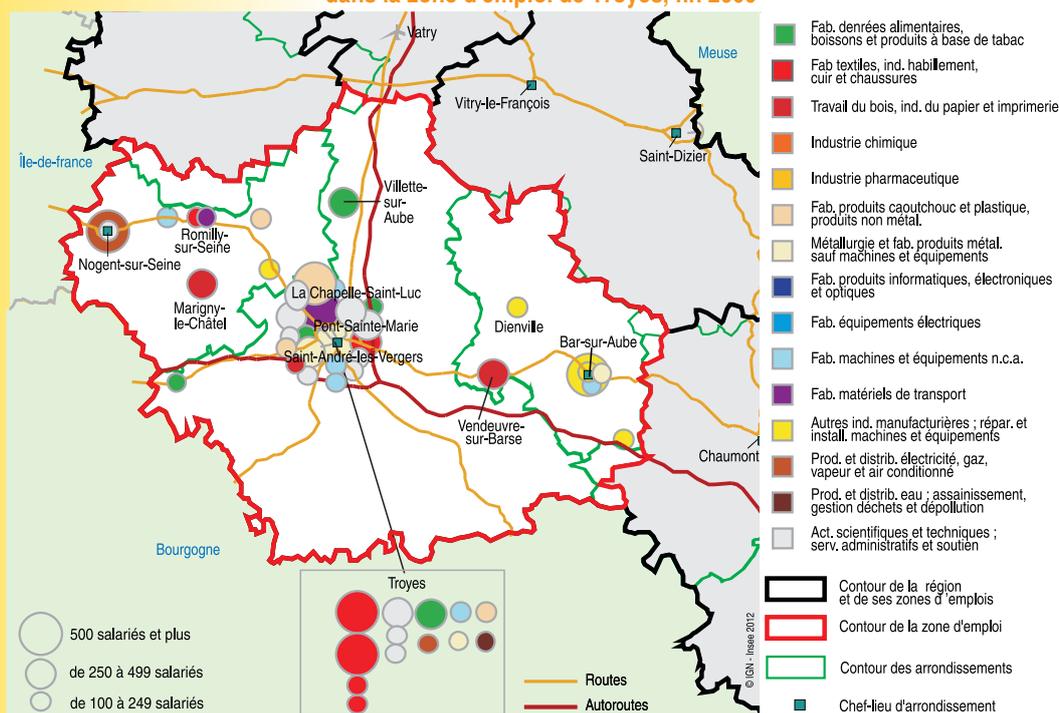
### Une dynamique de tertiarisation soutenue

La zone d'emploi de Troyes couvre le département de l'Aube et ses trois arrondissements, Troyes, Bar-sur-Aube et Nogent-sur-Seine. Au nord, elle s'étend sur une partie sud de l'arrondissement d'Épernay, englobant le canton d'Anglure. Deuxième plus grande zone d'emploi de Champagne-Ardenne après Reims, elle regroupe, avec 309 900 habitants en 2009, 23,2 % de la population régionale. Comptant 11 600 résidents de plus qu'en 1999, Troyes est la zone d'emploi de la région à connaître la plus forte

croissance démographique, grâce à un regain d'attractivité résidentielle, notamment sur les Franciliens. Directement reliée à Paris, par l'A5 (150 km) et le train, Troyes, chef-lieu du département de l'Aube, rassemble avec son agglomération 133 400 habitants, soit 43,0 % de la population de la zone. Romilly-sur-Seine est la deuxième agglomération la plus peuplée avec 15 900 habitants.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### Les établissements de 100 salariés ou plus de l'industrie et des activités support (\*) dans la zone d'emploi de Troyes, fin 2009



(\*) activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien  
 Source : Insee, Clap 2009



## Une restructuration du tissu productif davantage avancée

Fin 2009, dans la zone d'emploi de Troyes, parmi les 118 200 personnes en emploi, 17,7 % exercent leur activité dans un établissement industriel. Si cette proportion demeure supérieure à la moyenne régionale (17,0 %), la zone se situe au 5<sup>e</sup> rang des sept zones d'emploi de Champagne-Ardenne en terme de poids de l'industrie dans l'emploi total. Le tertiaire marchand, qui comprend l'intérim, les services aux entreprises et le commerce, tient aussi une place plus importante avec 35,2 % des emplois, soit 0,9 point de plus qu'au niveau régional. À l'inverse, en raison d'une sous-représentation des emplois publics et des emplois de la santé, les salariés des secteurs non marchands sont moins présents : ils pèsent pour 27,8 % dans l'emploi total de la zone, soit 3,4 points de moins que dans l'ensemble de la région. La densité d'emploi salarié non marchand s'établit à 10,6 emplois pour 100 habitants, contre 12,4 au niveau régional. Cette moindre présence d'emplois non marchands peut être un facteur de fragilité pour le territoire en accentuant la réaction du marché du travail aux chocs conjoncturels.

Entre 2001 et 2011, la tertiarisation du tissu productif de la zone d'emploi de Troyes est davantage marquée que dans l'ensemble de la région. Au cours de ces dix années, si la zone présente la même évolution d'emploi salarié marchand non agricole qu'au niveau régional (-0,8 % par an, soit -6 000 emplois en 10 ans), elle subit la plus forte baisse des emplois industriels des sept zones d'emploi de la région (-3,6 % par an, contre -2,9 % en moyenne régionale) mais connaît la croissance du tertiaire marchand la plus soutenue (+0,5 % par an, contre +0,1 % dans la région). Au contraire des autres zones d'emploi, la recomposition du tissu productif de la zone de Troyes résulte davantage d'une tendance de fond que des effets de la crise au cours de laquelle, l'évolution de l'emploi salarié marchand reste sur une tendance proche de celle d'avant-crise.



## Avec le déclin du textile-habillement, l'émergence d'un tissu industriel diversifié

Ancrée dans la tradition de la bonneterie et de la maille, l'industrie du textile et de l'habillement compte 3 500 salariés en

2009, soit 16,7 % des effectifs industriels de la zone d'emploi de Troyes et 2,9 % de l'emploi total, part la plus élevée des zones d'emploi de Champagne-Ardenne (1,0 % au niveau régional). Néanmoins, depuis 40 ans, le poids du textile-habillement ne cesse de diminuer et le tissu productif se transforme, passant d'une quasi mono-industrie à une industrie diversifiée. La libéralisation progressive des échanges commerciaux de textiles et son achèvement début 2005 par la fin du système des quotas ont provoqué un nouveau choc sur toute la filière. Entre 2001 et 2011, le secteur du textile-habillement de la zone d'emploi de Troyes perd plus de la moitié de ses effectifs, avec la disparition de 4 300 emplois salariés. Des grandes entreprises cessent leur activité et d'autres doivent adapter leur outil de production. Misant sur l'innovation technologique et la spécificité de leurs produits, deux fleurons du textile aubois, *Devanlay* et *Petit Bateau*, résistent et concentrent aujourd'hui 55 % des emplois du secteur. D'autres entreprises, de taille plus modeste, se maintiennent également en orientant leur activité vers des produits « de marque » moins concurrencés ou vers le textile technique destiné à des marchés de niche (médical, défense, bâtiment), même si celui-ci ne fournit encore que peu d'emplois aujourd'hui.

En 2009, avec une part de 16,1 % des emplois industriels de la zone, soit 2,8 % de l'emploi total, les industries de fabrication de denrées alimentaires et de boissons sont, après le textile-habillement, le deuxième secteur industriel employeur de la zone d'emploi de Troyes. La diversité et la richesse de l'agriculture (céréales, légumes, vigne, viandes...) ont favorisé l'émergence de filières agro-industrielles puissantes et dynamiques, fédérées et soutenues par un club de dirigeants « i3A » et le pôle de compétitivité « Industries & Agro-Ressources Champagne-Ardenne - Picardie ». La filière compte dans la zone plusieurs grandes entreprises de renom, tel le groupe *Soufflet*, acteur agro-industriel international dans la collecte, le négoce et la transformation des produits céréaliers ou encore *Jacquot*, leader national du chocolat saisonnier. Avec 7 000 hectares de vignes de champagne, l'industrie des boissons génère également de nombreux emplois.

Comptant chacun environ 2 000 emplois, les quatre grands secteurs industriels du bois-papier, caoutchouc-plastique, métallurgie et des autres produits industriels - dont notamment la fabrication de meubles et de literie - assurent une

### Structure de l'emploi dans la zone d'emploi de Troyes fin 2009

Unités : nombre et %	Zone d'emploi de Troyes		Champagne-Ardenne	
	Nombre d'emplois fin 2009	Structure de l'emploi fin 2009 (en %)	Nombre d'emplois fin 2009	Structure de l'emploi fin 2009 (en %)
<b>Emploi salarié dont :</b>	<b>105 400</b>	<b>89,1</b>	<b>479 300</b>	<b>90,1</b>
<i>Agriculture</i>	2 600	2,2	11 700	2,2
<b>Secteurs marchands non agricoles dont :</b>	<b>69 900</b>	<b>59,2</b>	<b>301 700</b>	<b>56,7</b>
<i>Construction</i>	7 400	6,3	29 100	5,5
<i>Industrie</i>	20 900	17,7	90 100	17,0
<i>Tertiaire marchand</i>	41 600	35,2	182 500	34,3
<i>Services non marchands</i>	32 900	27,8	165 600	31,2
<b>Emploi non salarié</b>	<b>12 800</b>	<b>10,9</b>	<b>52 500</b>	<b>9,9</b>
<b>Total</b>	<b>118 200</b>	<b>100,0</b>	<b>531 800</b>	<b>100,0</b>

(\*) Le tertiaire marchand englobe les activités de commerce et de services marchands y compris l'intérim et les activités des ménages en tant qu'employeurs.  
Source : Insee, Estimations d'emploi localisées (Estel)

répartition variée et équilibrée des activités industrielles dans la zone de Troyes avec à eux quatre, 40 % des emplois industriels de la zone. Au sein de ces secteurs, l'activité reste relativement concentrée dans quelques unités, les établissements de plus de 100 salariés représentant de 40 % à 60 % des emplois.

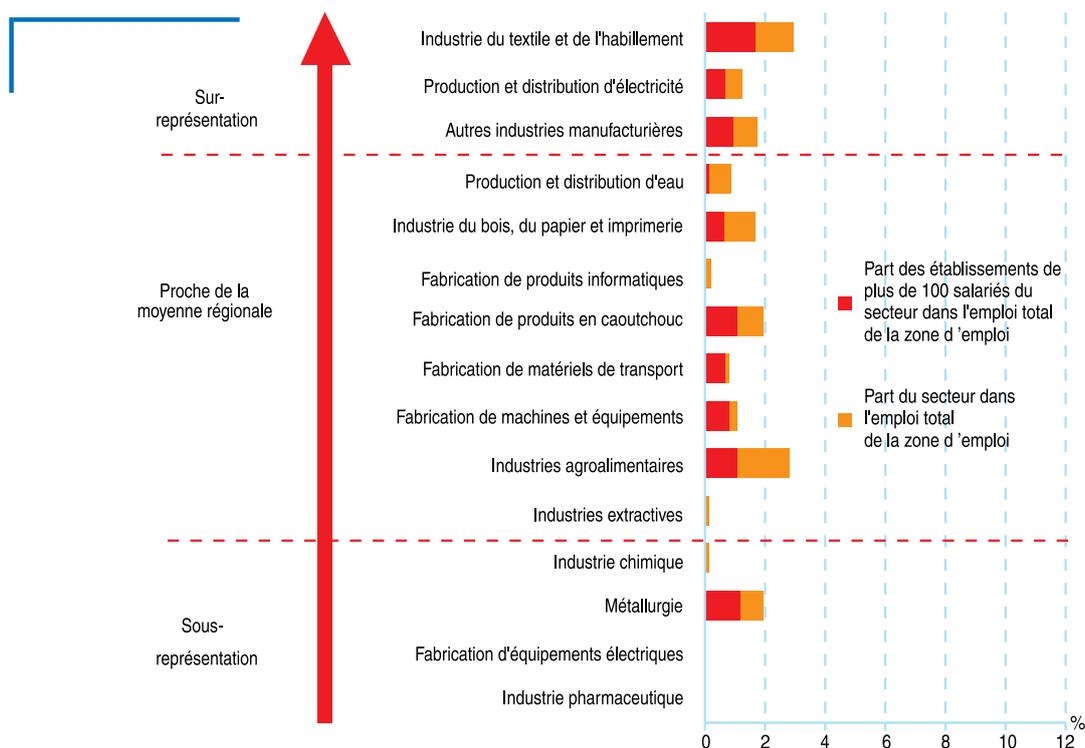
Enfin, d'autres industries, moins développées, complètent la palette d'activités de la zone de Troyes, notamment la filière de l'énergie électrique qui, confortée par la présence de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, fournit 1,2 % des emplois du territoire.



## La diversification industrielle limite les effets de la crise

En dix ans, en raison notamment des fortes difficultés du textile, 8 700 emplois industriels sont perdus dans la zone d'emploi de Troyes, soit une baisse annuelle moyenne de -3,6 % entre 2001 et 2011, supérieure à la baisse régionale (-2,9 %). Durant la crise, la dégradation est de moindre ampleur (-3,8 % par an au cours des deux années 2008 et 2009) que dans la région (-4,6 %). La diversité du tissu industriel et sa moindre dépendance à la filière automobile sont autant de facteurs de résistance au choc conjoncturel sans précédent. De plus, les pertes d'emploi du secteur textile-habillement, un des plus touchés au niveau national, restent relativement limitées dans la zone de Troyes en raison de restructurations déjà

### Part des secteurs industriels (\*) dans l'emploi total de la zone d'emploi de Troyes fin 2009



(\*) Secteurs au niveau A38 de la NAF Rév.2

Un secteur est dit en sur-représentation lorsque son poids dans l'emploi de la zone d'emploi est significativement supérieur à son poids moyen en région. Un secteur est dit en sous-représentation lorsque son poids dans l'emploi de la zone d'emploi est significativement inférieur à son poids moyen en région.

Source : Insee, Clap, Estimations d'emploi localisées (Estel)

### Les dix plus grands établissements industriels ou d'activités de services et de soutien de la zone d'emploi de Troyes fin 2009

Raison sociale	Activité	Commune	Tranche d'effectif salarié
PNEUMATIQUES KLEBER	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	La-Chapelle-Saint-Luc	750 à 999
ÉLECTRICITE DE FRANCE	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur	Nogent-Sur-Seine	500 à 749
PETIT-BATEAU	Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussures	Troyes	500 à 749
VALCO	Autres industries manufacturières ; réparation	Bar-Sur-Aube	500 à 749
PETITJEAN SAS	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	Saint-André-Les-Vergers	500 à 749
MEFRO ROUES FRANCE	Fabrication de matériels de transport	La-Chapelle-Saint-Luc	500 à 749
DEVANLAY S.A.	Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussures	Troyes	500 à 749
ISS ABILIS FRANCE	Activités de services administratifs et de soutien	La-Chapelle-Saint-Luc	250 à 499
CLIENTLOGIC	Activités de services administratifs et de soutien	Pont-Sainte-Marie	250 à 499
ÉTABLISSEMENTS JACQUOT ET COMPAGNIE	Fabric. denrées alimentaires, boissons, tabac	Troyes	250 à 499

Avertissement : depuis le 31/12/2009, certains établissements ont pu fermer ou voir leur effectif évoluer

Source : Insee, Clap

fortement avancées.

Pendant la crise, la moindre utilisation du recours au chômage partiel par rapport au reste de la région peut traduire les moindres difficultés des entreprises de la zone : au cours des années 2008 et 2009, les industriels consomment 470 000 heures de chômage partiel, soit 12 % des heures utilisées en Champagne-Ardenne, alors que la zone regroupe 22 % des emplois industriels de la région.

La meilleure résistance de l'emploi industriel au cours de la crise a pour contrepartie un moindre ralentissement des destructions d'emploi en période de reprise de l'activité. Au cours des années 2010 et 2011, l'emploi industriel diminue de -3,0 % par an en moyenne, contre -2,6 % dans la région. Toutefois, sur la période 2007-2011, l'évolution de l'emploi industriel de la zone reste légèrement moins défavorable que dans l'ensemble de la Champagne-Ardenne (-3,4 % par an, contre -3,6 %).

## **Un développement du tertiaire aux multiples facettes**

Après Reims, Troyes est la zone d'emploi où les activités des services marchands et de commerce sont les plus représentées. Fin 2009, avec 41 600 salariés, elles regroupent 35,2 % des emplois totaux de la zone, soit 0,9 point de plus qu'au niveau régional. Les activités de support aux entreprises, hors intérim, contribuent fortement à cette caractéristique avec un poids dans l'emploi total supérieur de 0,9 point à la moyenne régionale. Cet écart se concentre sur les établissements de grande taille puisque 36 % des salariés du secteur exercent leur activité dans un établissement de plus de 100 salariés, contre 26 % en Champagne-Ardenne. Les activités de soutien - nettoyage, gardiennage, sécurité... -, sont particulièrement présentes ; en particulier, l'activité de nettoyage et d'entretien des locaux, plus gros pourvoyeur d'emplois, compte quatre des dix plus grands établissements régionaux. À l'image de territoires situés à une heure de Paris, l'agglomération troyenne bénéficie de l'implantation de grands centres d'appel, classés aussi dans les activités de services administratifs et de soutien. En France depuis les années 1990, les centres d'appel connaissent une croissance rapide avec les nouvelles stratégies commer-

ciales des entreprises de tous les secteurs de l'économie (tourisme, télécommunications, commerce, banques...) pour fidéliser et personnaliser la relation client. Plus que l'ensemble de la région, la zone d'emploi de Troyes bénéficie de ce mouvement avec un millier d'emplois réparti dans trois centres d'appel de plus de 100 salariés fin 2009, de surcroît, les plus grands de la région : *Euro CRM*, *Sitel (ex-Clientlogic)* de la société américaine du même nom et leader en Europe et plus récemment *3Media*, filiale du groupe *Arvato Services*, comptant comme principal client *EDF Bleu Ciel*.

Par ailleurs, les activités de services de grands groupes industriels implantés dans la zone se développent, notamment le centre logistique du groupe textile *Devanlay* à Troyes qui assure l'expédition des produits *Lacoste* et l'établissement siège de l'entreprise *Soufflet* à Nogent-sur-Seine.

Avec 7,1 % des emplois, soit 0,4 point de plus qu'au niveau régional, le commerce de détail contribue également au poids plus élevé du tertiaire marchand. Si, comme pour l'ensemble de la Champagne-Ardenne, les principaux établissements sont des grandes enseignes de la distribution, la zone de Troyes, forte de son riche passé dans le textile-habillement, dispose de nombreux commerces en habillement au travers notamment des centres de magasins d'usine et de marques. Sur une surface de vente de 84 000 m<sup>2</sup>, avec près de 300 boutiques de déstockage et 5 millions de visiteurs par an, le pôle de centres de marques, *Marques avenue*, *Mc Arthur Glen* et *Marques City*, fait figure de numéro 1 en Europe : implanté dans l'agglomération troyenne, il concentre près d'un tiers des emplois du commerce de détail en habillement de la zone. Au total dans la zone, 300 établissements sont spécialisés dans le commerce de détail d'habillement occupant 1 300 salariés.

Dans la zone de Troyes, seulement deux groupes d'activités tertiaires marchandes sont sous représentés : les transports terrestres et transport par conduite (3,1 % des emplois totaux, contre 3,4 % dans la région) et l'intérim en raison de la moindre présence de secteurs fortement utilisateurs de main d'œuvre intérimaire (métallurgie, automobile, matériel des transports). Fin 2007, l'emploi intérimaire pèse pour 2,3 % dans l'emploi total, contre 2,7 % au niveau régional.

### Évolution de l'emploi salarié marchand non agricole dans la zone d'emploi de Troyes

	Zone d'emploi de Troyes					Champagne-Ardenne				
	En moyenne annuelle (en %)			En nombre d'emplois sur la période		En moyenne annuelle (en %)			En nombre d'emplois sur la période	
	Période 2001-2007	Période 2008-2009	Période 2010-2011 (**)	Période 2001-2011	dont période de crise (2008-2009)	Période 2001-2007	Période 2008-2009	Période 2010-2011	Période 2001-2011	dont période de crise (2008-2009)
<i>Unités : nombre et %</i>										
Secteurs marchands non agricoles	-0,9	-0,9	-0,7	-6 000	-1 300	-0,5	-2,1	-0,4	-25 700	-13 000
<i>dont :</i>										
Industrie	-3,7	-3,8	-3,0	-8 700	-1 700	-2,5	-4,6	-2,6	-29 400	-8 800
Construction	1,6	0,3	-3,2	200	0	1,4	-0,4	-1,9	1 000	-300
Tertiaire marchand (*)	0,5	0,4	0,9	2 400	400	0,3	-1,1	0,8	2 700	-3 900
<i>dont tertiaire marchand hors intérim</i>	<i>nd</i>	1,1	0,8	<i>nd</i>	900	0,2	0,3	0,5	3 500	500
<i>dont intérim</i>	<i>nd</i>	-10,4	2,5	<i>nd</i>	-500	2,4	-16,3	7,6	-900	-4 500

nd : non disponible

Source : 2001-2009 : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel), 2010-2011 : Insee, Epure ; données d'intérim Dares - Pôle emploi

(\*) Le tertiaire marchand englobe les activités de commerce et de services marchands y compris l'intérim et les activités des ménages en tant qu'employeurs

(\*\*) Voir Méthodologie et définitions

Source : 2001-2009 : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel), 2010-2011 : Insee, Epure ; données d'intérim Dares - Pôle emploi

## À partir de 2010, accélération de la croissance des emplois tertiaires

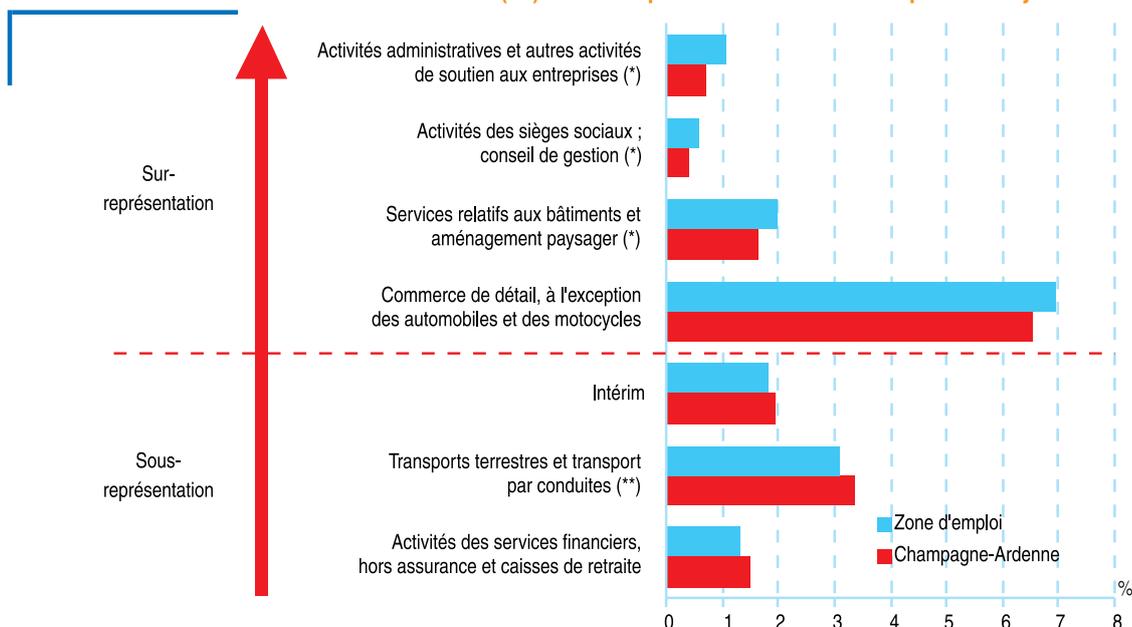
Au cours des dix dernières années, le tertiaire marchand progresse à un rythme soutenu (+0,6 % par an entre 2001 et 2011, contre +0,1 % dans la région), gagnant 2 400 emplois salariés en dix ans. La dynamique demeure bien orientée sur l'ensemble de la période, malgré une légère inflexion au cours de la crise en raison d'une moindre embauche d'intérimaires. Avec la reprise, les créations nettes d'emploi tertiaire s'accroissent, pour atteindre un rythme de croissance de +0,9 % par an entre 2010 et 2011 (+0,8 % au niveau régional). Au contraire des autres zones d'emploi de la région, cette dynamique est moins portée par une hausse de l'emploi intérimaire que par des créations d'emploi dans le secteur des activités support à l'industrie. Les principaux établissements de soutien aux entreprises créent de nouveaux emplois et les grandes entreprises industrielles développent leurs activités tertiaires. *Soufflet* investit dans la recherche et développement pour de nouvelles valorisations des agro-ressources, au travers de son programme Osiris soutenu par OSEO et des programmes de recherche régionaux ; *Devanlay*, développe sa plateforme logistique et lance en 2010 l'e-commerce de la marque *Lacoste*, comme l'a déjà fait *Petit-Bateau* en 2007. Les centres d'appel se développent, notamment *Sitel* en 2010 après l'obtention d'un important contrat auprès d'un opérateur de téléphonie mobile. Pour soutenir le développement du secteur, une offre de formation en alternance (*Sup 3Call*) spécifique au métier de superviseur en centre d'appel assurée par l'Institut des métiers et des compétences, est mise en place en 2010 à Troyes, par l'agence d'intérim *Randstad*, l'établissement *3Media* et Pôle emploi. Elle vient compléter les pôles de formation métiers déjà existants : l'IUT avec le diplôme d'université « gestion des opérations logistiques », ou le groupe ESC avec la formation au tourisme et e-tourisme.

## Une hausse du chômage contenue

Fin 2011, avec un taux de chômage touchant 10,6 % de la population active, la zone d'emploi de Troyes se situe, comme depuis 2003, dans la moyenne régionale (10,1 %) et à un niveau proche de la zone de Reims (10,2 %) qui dispose pourtant d'une structure d'emploi plus tertiaire. Dans la zone de Troyes, les fortes pertes d'emploi industriel sont en partie compensées par une meilleure dynamique des services, notamment des activités supports et centres d'appels, qui demandent une main d'œuvre importante. Le marché du travail de la zone d'emploi apparaît ainsi plus fluide que dans l'ensemble de la région. La demande d'emploi de longue durée est moins fréquente qu'au niveau régional : fin 2011, la part de demandeurs d'emploi (DEFM) de catégories ABC - tenus de rechercher activement un emploi et ayant ou non exercé une activité réduite au cours du mois - inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi est l'une des moins élevées des sept zones, avec 35 % contre 38 % en moyenne régionale. Par ailleurs, le nombre d'entrées et de sorties des listes de Pôle emploi rapporté au stock de demandeurs d'emploi est plus élevé qu'au niveau régional (67 % contre 64 %) alors même que le recours à l'intérim, qui contribue fortement à fluidifier le marché du travail, est moins fréquent dans la zone. Mais si l'importance des flux semble agir favorablement sur le niveau du taux de chômage, elle peut aussi traduire une offre d'emploi sous des formes moins durables, notamment avec la tertiarisation de l'économie.

Néanmoins, au cours des deux dernières années, la zone d'emploi de Troyes connaît la plus forte hausse du chômage (+0,7 point, contre +0,3 dans la région) qui vient plus que compenser la moindre augmentation au cours de la période de crise 2008-2009 (+1,7 point contre +1,8), conséquence du moindre impact de la crise dans la zone. En période de reprise 2010-2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories

Part des secteurs tertiaires marchands (\*\*\*) dans l'emploi total de la zone d'emploi de Troyes fin 2009



(\*) Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien

(\*\*) Activités de transports

(\*\*\*) Secteurs au niveau A129 de la NAF Rév.2

Ne sont présentés que les secteurs du tertiaire marchand dont le poids est significativement différent du poids moyen en Champagne-Ardenne. Un secteur est dit en sur-représentation lorsque son poids dans l'emploi total de la zone d'emploi est supérieur à son poids moyen en région. Un secteur est dit en sous-représentation lorsque son poids dans l'emploi total de la zone d'emploi est inférieur à son poids moyen en région.

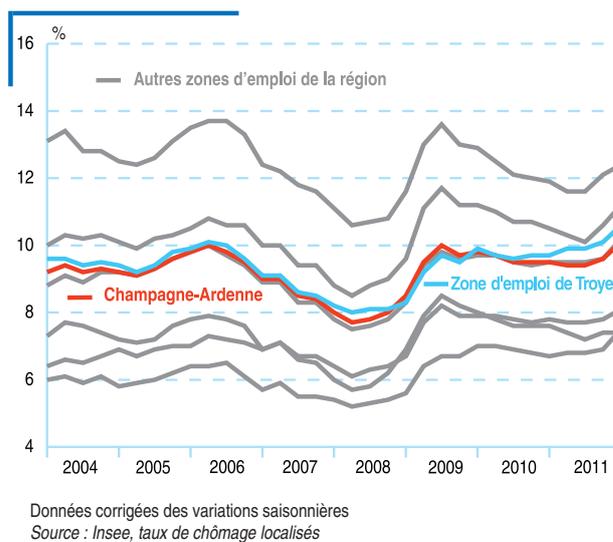
Sources : Insee, Clap - données d'intérim, Pôle emploi, Dares, Estimations d'emploi localisées (Estel)

ABC croît à un rythme plus soutenu dans la zone (+9,3 % par an), que dans la région (+6,6 %). Au cours de cette période, la plus forte dégradation de l'emploi salarié marchand (-0,7 % par an, contre -0,4 % au niveau régional) et la sortie sans solution d'emploi d'une partie des publics ayant intégré des dispositifs d'accompagnement pour licenciement économique (conventions de reclassement personnalisé (CRP) contractées en 2009 pour une durée maximale de douze mois), pèsent sur l'évolution de la demande d'emploi. Au plus fort de la crise, en 2009, la moitié des 700 demandeurs d'emploi de la région en formation CRP était localisée dans la zone d'emploi de Troyes. Fin 2011, la répartition des métiers précédemment exercés par les 22 500 demandeurs d'emploi de catégories ABC inscrits à Pôle emploi, est à l'image de celle de l'emploi. Les métiers du domaine des matériaux souples, bois, industries graphiques, qui inclut le textile-habillement, sont sur-représentés (3,4 % des demandeurs d'emploi, contre 1,5 % au niveau régional) à l'inverse notamment des métiers de la métallurgie (3,3 %, contre 5,9 %).

En dehors des dispositifs portant strictement sur l'emploi, la zone d'emploi de Troyes bénéficie du «Fonds national de revitalisation des territoires», avec une enveloppe d'un million d'euros pour le territoire nord-ouest et une autre de 0,5 million d'euros pour le sud-est qui viennent accompagner les projets de création d'emploi dans les entreprises. ■

Patrick Bouny, Anh Van Lu, Romain Perron

### Évolution du taux de chômage dans les zones d'emploi de Champagne-Ardenne



Cette étude, réalisée avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (Datar) fait l'objet de douze publications : une de niveau régional, quatre de niveau départemental et sept de niveau zone d'emploi.



#### << MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

**Le découpage en zones d'emploi** constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoires pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM.

**Le découpage actualisé** se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006. La liste des communes est celle donnée par le Code Officiel Géographique au 01/01/2010.

Pour en savoir plus voir : [insee.fr](http://insee.fr), rubrique définitions et méthodes, code officiel géographique et zonages d'études

Les **estimations d'emploi annuelles** au niveau zone d'emploi sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées) qui permet d'obtenir des informations deux ans après la fin de l'année écoulée, soit à la date de cette étude, jusqu'en fin d'année 2009. Afin d'établir un diagnostic du marché du travail au plus proche de l'actualité, pour les **années 2010 et 2011 l'emploi par zone d'emploi** a été estimé à partir des données des Urssaf issues du dispositif Epure ainsi que des données d'intérim de la Dares - Pôle emploi.

INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne  
10, rue Edouard Mignot - 51079 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60  
Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE  
Chef du Service Études et Diffusion : Françoise Courtois-Martignoni  
Rédaction en chef : Sandrine Rigollot  
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois - Création de l'image visuelle : 5pointcom

Une version électronique  
de ce document est disponible sur :  
[www.insee.fr/champagne-ardenne](http://www.insee.fr/champagne-ardenne)  
Rubrique :  
produits et services, publications